

Faire face et construire une issue répondant aux besoins populaires

L'enchaînement rapide des événements depuis la claque adressée au pouvoir lors des élections européennes et la dissolution du parlement décidée par le président de la République, ont suscité une accélération de la crise politique qui secoue notre pays.

D'où vient cette crise ? Répondre à cette question permet de mieux comprendre la teneur des événements et de construire une réponse populaire ouvrant par les luttes sociales et politiques une voie vers un nécessaire changement de société.

Depuis des décennies, marquées par la domination du duopole politique des partis de *droite* et des versions de *l'union de la gauche*, il s'agit, à marche forcée, d'intégrer le capitalisme français dans la mondialisation capitaliste et cela au prix de la destruction de toutes les conquêtes sociales et démocratiques. Cette marche forcée, si elle a permis d'enrichir quelques puissants groupes monopolistes, a appauvri les travailleurs, affaibli la classe qu'ils représentent et plus globalement mis la France à un rang de puissance seconde alignée en Europe sous la domination voulue du capitalisme allemand et au plan militaire sous celle des États-Unis et de leur bras armé l'OTAN.

Comme partout dans le monde, cette crise profonde du système d'exploitation capitaliste a sa conséquence dans l'exacerbation des affrontements, y compris armés, au sein du système impérialiste. Il s'agit pour les capitalistes d'approfondir et d'accélérer les attaques contre les droits des travailleurs.

Pour cela, devant la faillite et le désaveu politique du duopole "*droite/gauche*", fut inventé et développé un nouveau duopole apparemment vierge de tout compromis avec le pouvoir, celui du *nidroite-nigauche* et du *RN*. L'illusion n'a pas duré, après un quinquennat de domination du macronisme, ce qui devait être le renouveau de la vie politique est lui-même en crise et incapable de pousser plus loin - il en a fait déjà pas mal - les mesures de transformations de la société française pour la soumettre entièrement aux exigences des capitalistes. À travers ce duopole, c'est un nouveau piège qui est tendu aux travailleurs^[1] et la question posée est : "*comment le déjouer ?*"

La *gauche*, dominée par un courant *social-démocrate*, hétéroclite, réformiste et qui n'envisage pas le moins du monde de s'attaquer à la racine du mal, c'est à dire, l'exploitation capitaliste, a inventé une réponse électorale qu'elle appelle un *Nouveau Front Populaire*. Cette référence à une page glorieuse des luttes de la classe ouvrière en France entend polariser toutes celles et ceux et certainement beaucoup de travailleurs qui ne veulent plus, à juste titre, du *macronisme* et encore moins du *RN*.

Mais cela suffit-il à sortir de la crise économique, sociale et politique dans laquelle nous sommes plongés et cela pour une longue période incertaine ?

Au regard des responsabilités d'un parti révolutionnaire, il s'agit d'éclairer cette question et d'y répondre sans détour en mettant en débat, dans l'unité et dans l'action ce que nous pensons être la voie pour **faire face et construire une issue populaire à la crise**.

Tout d'abord, l'histoire, celle du front populaire lui-même, mais pas seulement, nous enseigne que rien ne peut être acquis contre le patronat et son pouvoir sans une lutte des classes puissante et unie. Rappelons que le front

populaire en 1936 a été d'abord le produit de très larges mobilisations avec de nombreuses occupations d'usines contre le fascisme et pour les revendications ouvrières et pas une décision de sommet d'appareils politiques. N'entretenons pas l'illusion que l'on pourra revenir sur les réformes des retraites (Macron et Hollande), du droit du travail (Macron et Hollande), des privatisations (Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron), de l'audiovisuel (Mitterrand)... sans lutte. C'est donc à la lutte qu'il faut appeler et il faut l'organiser en conséquence avec la masse des salariés, sinon rien ne bougera dans le bon sens.

Comment penser, comme l'écrit le contrat de législature du *Nouveau Front Populaire*, que c'est en se plaçant dans la perspective d'une Union Européenne renforcée avec l'OTAN, bras armé des États-Unis, comme ancrage international que nous allons pouvoir libérer la France de la domination des grands monopoles capitalistes qui sont précisément les organisateurs à leur profit de l'Union Européenne, qui génèrent les guerres et qui mettent leurs intérêts sous protection de l'OTAN ? La dimension internationaliste de la lutte des classes a donc une place majeure dans le combat pour changer la société.

Car c'est quand même de cela qu'il s'agit. Face à la violence des attaques capitalistes, il y a peu de place pour les *rafistolages* ! Imagine-t-on possible de rétablir la retraite à 60 ans, d'augmenter les salaires et les pensions, de répondre aux besoins d'éducation, de santé... sans s'attaquer aux profits capitalistes, sans mettre en cause la domination et l'exploitation capitaliste, sans poser la question de qui dirige la société et au profit de qui ? Pour notre parti, les luttes pour les revendications doivent s'articuler à celles pour gagner le pouvoir politique et économique afin de l'arracher aux capitalistes et qu'enfin les travailleurs, les seuls producteurs des richesses, dirigent la société à leur profit. Ce que nous appelons **le socialisme, c'est la coopération et non la concurrence des producteurs des peuples et des nations.**

Voilà en quelques mots simples, la vision que notre parti a de la situation. Il entend poser toutes ces questions aux travailleurs en soulignant à la nécessité absolue pour sortir du piège qui nous est tendu de se rassembler, de lutter et de renforcer le courant de lutte des classes au plan syndical et politique. Notre bulletin de vote est un appel à organiser la résistance populaire et la lutte anticapitaliste sans compromis lien vers le bulletin

^[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/2835-elections-europeennes-declaration-du-parti-revolutionnaire-communistes>